

Problématique de l'endogénéité sociale des nouvelles technologies de communication

Madjid. DAHMANE *

ABSTRACT

New technologies of communication as a concept requires a new approach of the relation between the technological tool the social system in which it is implemented, especially in developing countries.

The case for advanced countries illustrates perfectly this relation.

The process endogeneity of conception, production and use of the tool in the native countries pose the problem of its appropriation by other host countries. There fore consequences may be imprevisible in this case.

Un système technologique quel qu'il soit est le produit d'une société donnée. Il constitue le reflet d'interactions diverses, de logiques d'acteurs sociaux différents, dont on peut énumérer la logique technique, la logique industrielle, économique et culturelle et dont la convergence donne ledit système. Les "nouvelles technologies de communication" procèdent du même raisonnement. La périodisation de l'évolution de certaines technologies liées à la communication révèle ce fait. Aux Etats-Unis le passage du commutateur manuel au système Strowger, puis Rotary, puis Crossbar (1) et enfin au central électronique, illustre un phénomène social de massification du téléphone, donc d'un besoin social de systèmes d'aiguillage et de communication de plus en plus puissants. De même que le calcul par John P. Pierce (2) du débit de lignes différentes (bifilaires, coaxiales, guides d'ondes et fibres optiques) a montré que cette dernière catégorie de lignes permet de transmettre plus d'information en moins de temps, relativement aux autres. Ce qui correspond aux besoins des structures socio-économiques des pays développés d'acheminer des quantités de données considérables. De même que l'étude diachronique de la technologie du câble a permis à J.P. Lafrance (3) d'établir quatre générations révélatrices

à chaque étape de l'interaction des logiques citées précédemment. La première génération couvre la période 1950-65 et correspond aux antennes communautaires installées afin de pallier les obstacles naturels (reliefs fortement accidentés) et urbains (constructions en hauteur et leur densité), à la saturation des fréquences et à l'interférence des signaux. La deuxième génération débute en 1965 et s'étend jusqu'en 1970. Elle se caractérise par l'apparition d'un modèle de télévision câblée face au modèle hertzien dominant et une division s'opère entre le producteur de programmes, le serveur et le câblodistributeur. De 1975 à 1985 la câblodistribution devient une réalité et une télévision thématique apparaît.

A partir de 1985, la génération de la vidéocommunication s'amorce. Elle se caractérise par l'acheminement dans un même canal de signaux de nature différente préluant au réseau numérique à intégration de service (R.N.I.S). Cette succession dans le temps n'est nullement mécanique et ne procède pas d'une création ex-nihilo. Elle illustre foncièrement la dialectique besoins sociaux/systèmes technologiques. Elle constitue la suite des innovations cristallisées par l'outil technologique qui n'est autre que le reflet de l'état des connaissances

*Docteur en science de l'information - Chercheur au CERIST.

techniques, scientifiques et artistiques détenues par une société à un moment donné. Force est de constater la tendance de ces "outils" de communication à restituer la totalité de l'émetteur, sa pensée, son physique et l'on parle même de téléolfaction. Cependant peut-on penser ces outils en dehors du contexte social qui les a générés ?

Si on prend l'exemple de la vidéocommunication, le plan du même nom lancé par le gouvernement français en 1982 se donne pour objectif le développement d'un nouveau "créneau" industriel (4), la filière optique. Ce qui ouvre par là un débouché à l'industrie française en crise. De même qu'il répond entre autres préoccupations, au maintien de l'emploi créé par les plans précédents (5). D'où les effets macro-économiques de tels plans. De cet exemple apparaît l'implication sociétale des "nouvelles technologies de communications". Elle répondent à des besoins dont l'interprétation est foncièrement historique et dont l'expression au présent se fait sous forme de normes, d'objectifs et d'effets technologiques à atteindre. Dont le cahier des charges établi par le technicien, constitue une illustration. Ce qui par extension, réfère à ce que certains auteurs (6) appellent "la problématique technique" découlant de la finalité opérationnelle des sciences modernes.

Donc en dehors de la matrice spacio temporelle ayant engendré le système technologique de communication, son transfert dans un espace différent peut justifier le qualificatif de "nouvelle technologie de communication" dans la mesure où aux technologies dominantes, se greffent de nouvelles. Celles-ci ne restent pas sans effet. Elles affectent fondamentalement "la vitesse de référence majeure" qu'impriment aux flux sociaux (politiques, économiques, idéologiques, symboliques, etc.) (7), circulant dans l'hyper-espace de la communication sociale par les technologies dominantes. L'effet prévisible est l'activation de ces flux en vertu des caractéristiques fonctionnelles de ces "nouvelles" technologies de communication. Activation pouvant bouleverser les réseaux de communication établis puisque la configuration de ceux-ci loin d'être neutre obéit à un schéma politico-idéologique. Leur effet peut s'étendre aussi à l'établissement de nouveaux clivages sociaux par la sélectivité imposée à leur usage. En fait, la liste des effets prévisibles peut s'allonger indéfiniment sans qu'ils soient pour autant maîtrisés ni prévus par l'espace d'accueil. Cette situation correspond au fait que dans les pays développés, la notion de besoin découle d'une

pratique sociale effective, qui en épuisant les limites d'un système technologique sollicite un autre plus performant. Par contre dans les pays dits en voie de développement, ce sont les processus d'imitation et de fascination de l'objet qui opèrent. Même si le besoin est exprimé, il est lié au projet de société future que l'état national a la charge de concrétiser.

C'est donc un besoin anticipé et projeté dans le futur comparativement au besoin réel et exprimé par la société dans les pays dits développés. Même ce besoin anticipé n'est pas clairement affirmé, ni balisé car la problématique du développement a toujours été posée plus en termes économiques qu'en terme de politique de communication. C'est en fonction justement du modèle et des objectifs fixés par cette politique que se dégagent les systèmes technologiques les plus adaptés. D'où à l'endogénéité sociale du système dans le pays d'origine correspond une exogénéité sociale dans le pays d'accueil. Ce qui pose du même coup, le problème du type d'appropriation du système par la société d'accueil.

Caractéristiques des systèmes technologiques de communication

"Les nouvelles technologies de communication" s'inscrivent dans une double problématique matérielle et immatérielle. Dans la perspective matérielle, celles-ci se caractérisent par "l'incorporation d'un fort taux de progrès technique" témoignant des effets de maîtrise par l'homme de phénomènes physiques de plus en plus complexes. Elles se situent au carrefour de disciplines et de compétences scientifiques diverses. Leur réalisation recoure à plusieurs industries modernes incorporant les progrès de la photonique et de l'informatique. Ce qui à terme, restructure le tissu industriel classique, reposant essentiellement sur les industries sidérurgiques, métallurgiques, mécaniques et électriques pour lui substituer une industrie d'une toute autre nature. La Silicon Valley aux Etats-Unis d'Amérique fait leçon dans les pays occidentaux, amenant la création de "technopôles" véritables usines laboratoires. D'où l'effet synergique induit par ce recours à plusieurs industries, le satellite par exemple, mobilise pour sa réalisation la filière des télécommunications, celle de l'aérospatiale, de l'électronique et de l'audiovisuel. Quant à la perspective immatérielle, elle est constituée par celle des messages ou de l'information. Celle-ci est consubstantielle à la communication (8). La problématique de ces "nouvelles" technologies en question ne peut éluder celle de

l'information en raison même de leur consubstantialité. L'information est entendue dans notre propos au sens de messages aux contenus divers (fiction, statistique, scientifique, technique)... et dans ses diverses manifestations (sonore, graphique, audio-visuelle). Pour plus de commodité, nous utilisons le terme d'industries de programmes pour désigner l'information dans son acception ci-dessus, mais aussi le processus industriel rythmant sa production.

Désormais la consommation des signes s'identifie à celle des biens matériels et leur analyse se fait selon les catégories de l'économie politique. La visite des grandes surfaces commerciales des pays développés montre ce voisinage assez hétéroclite en apparence, du livre, à l'album, au magazine, au disque, à la cassette, à la vidéocassette et même au compact disc Rom. C'est la concrétisation de la métaphore du "rêve en boîte" ou de "la Pensée conditionnée".

D'autre part, ces technologies ont généré des modèles d'information, tel le modèle télématique où l'information s'identifie à un flot acheminé par des canaux, régulé par des serveurs et est distribué à domicile. Des modèles de communication caractérisés par la suppression de la rareté communicationnelle (9) et la démassification du public (avec l'avènement de la chaîne thématique payante), voient le jour grâce au "couplage câble/satellite". Ces modèles se trouvent enrichis par le passage d'un modèle "broadcasting" à une gamme de modèle à la carte, permettant une innervation sélective des espaces sociaux. Ce qui est identique mais à un autre niveau du cas des configurations autant variées qu'hybrides des réseaux de communication : réseau en étoile, en bus, en boucle, etc. Ce qui renforce la thèse de leur consubstantialité. Celle-ci se retrouve mais dans une autre dimension. En effet, à l'endogénéité des systèmes technologiques de communication correspond celle des messages. Celle-ci est liée à l'industrie des programmes scientifique, technique et artistique résultant de l'interaction entre la société et le monde sensible et symbolique. Cette production consignée et mémorisée par le signe, constitue le stock de messages dans lequel puisent les médiateurs de l'information permettant (par une écriture adaptée) au système de communication de relier le public à son patrimoine culturel.

N'est-il pas révélateur le fait que ce sont les pays ayant une offre en information qui disposent d'une infrastructure aussi variée que puissante tels que théâtres, cinémas,

universités et disposent aussi de la plus grande proportion de savants, de journalistes, d'acteurs et comédiens. Ce sont aussi ces pays qui sont à l'origine des technologies de communication et dont leur industrie ainsi que celle des programmes participent pour plus de 45% du produit national brut. Simple relation fortuite ou de cause à effet ?

Technologie de communication/produits culturels et relations internationales

Au plan international, si la notion de frontière nationale demeure étanche à la libre circulation des biens matériels elle ne l'est plus pour ce qui est des technologies de communication. Cependant ce fait ne date pas du phénomène de "débordement" induit par les satellites de télédiffusion, quoiqu'il ait aiguisé les consciences quant à "un impérialisme culturel imminent". Déjà en 1933, la radio est utilisée par Hitler comme moyen de propagande contre les Etats voisins. Actuellement grâce aux ondes courtes, les radios portent jusque dans les régions les plus lointaines du monde (10).

Les pays qui sont munis et qui émettent sur de telles ondes sont ceux ayant une volonté de pénétrer les espaces nationaux, on cite Radio-Moscou (U.R.S.S.), Voie of America aux Etats-Unis, la British Broadcasting corporation en Grande-Bretagne, Radio Pékin, Radio Vatican et Radio France internationale. Ce qui a provoqué "la guerre des ondes" selon certains auteurs. Les magnétoscopes et vidéo cassettes acquis par les individus, les disquettes et bandes magnétiques, les livres et les autres formes de l'écrit sont autant de modalités de pénétration des espaces nationaux (11). Ce qui a amené à la création d'un nouveau concept de "Data flowtransborder". Face à cette situation, certains pays ont réagi différemment suivant la conjoncture. Le Canada met en place un système de quotas pour la production et la diffusion en direction des services du câble afin de protéger son industrie culturelle. La France misant sur la professionnalisation de l'audiovisuel, privatise son infrastructure dans le but de réhabiliter et de rendre compétitif les messages français. Elle met en place deux grands serveurs Télésystème et GCAM pour créer une offre française en information scientifique et technique et promeut toute une politique dans ce secteur. Au niveau de la Communauté européenne un "Fonds pour les industries de programmes"

est proposé. D'autres spécialistes proposent "le centre de communication" (12) comme alternative aux programmes de télévision américains. Ce centre permet de par ces fonctionnalités architecturales et ses équipements, la promotion de l'expression des cultures locales et minoritaires et la récupération des productions "sauvages" : vidéo légère, radio libre, etc. Il opère comme lieu de stockage, vidéothèque, serveur de banques de données et lieu de communication (vidéo-réunion, audio-réunion) projection collective ou individuelle et d'interrogation de banques de données. Il faut remarquer que l'efficacité de telles dispositions ne peut être vérifiée qu'à plus ou moins long terme, quoique l'expérience canadienne d'allocation des quotas ait quelque peu échoué puisque les individus se sont détournés des programmes nationaux pour capter les émissions américaines par satellites et ce, grâce à l'acquisition d'antennes paraboliques légères. Actuellement, l'internationalisation des programmes de télévision nationale est acquise. En 1983, 25% des programmes des Pays-Bas sont importés, contre, 35% en Suède, 43% au Danemark, 18% en RFA et en France et plus de 50% dans le monde arabe (13). Le "club" des pays fournisseurs des programmes au niveau international est constitué des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Brésil, de RFA, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon.

Cette liste n'est pas figée puisque prête à se réduire, quand on sait le coût de l'infrastructure télévisuelle, ou celle de la production filmique. Le coût moyen d'un film s'élève pour les six majors américains (Columbia, Paramount, M.G.M.-U.A., 20th Century Fox, Universal, Warner Bros) à $9,75 \times 10^6$ de \$ en 1981 (14) ! La production télévisuelle obéit au modèle de flot tel que définit par B. Miège (15). Celui-ci nécessite une organisation quasi-industrielle et une armée de professionnels divers : auteurs, journalistes, acteurs... Le même processus de production s'applique aux autres produits informationnels (édition imprimée, édition audio-visuelle) et celui des biens matériels. Les éditeurs disposent de managers, de départements de marketing, et gèrent leurs stocks et leurs productions par informatique. La vitalité des industries de programmes a amené l'intervention d'acteurs à activité d'origine tout à fait différentes : banques, entreprises diverses...

Intervenant comme pourvoyeurs en finance, ceux-ci développent des stratégies multimédia. De là s'opère

l'éclatement des filières verticales mono-média et leur structuration horizontale en filières multi-média.

La fameuse collection de poche française "Que sais-je" existe en version vidéo-cassette et les encyclopédies sont enregistrées sur C.D.Rom.

D'ailleurs l'itinéraire d'un groupe multi-média tel Murdosh (New Corporation) (16) est illustratif de cette destruction/restructuration. Sa participation s'étend de la presse quotidienne et hebdomadaire (14 titres en Australie, 4 au Royaume-Uni, 8 aux Etats-Unis) à la presse magazine (5 titres en Australie et aux Etats-Unis).

Dans le domaine de l'édition, le groupe dispose de quatre maisons d'édition en Australie et en Grande-Bretagne et une relative aux disques (Festival Records). Ce groupe participe aussi aux agences de presse avec 10% dans Reuter, Independent Press Service et Field Newspaper Syndicate aux Etats-Unis.

Dans le domaine du cinéma et de la télévision, 50% du capital de "Associated Raud R Films" pour la production des films en Australie appartient au groupe ainsi que deux chaînes de télévision et "New Group Productions" pour la production de films aux Etats-Unis.

Pour les nouveaux médias, le groupe participe respectivement à 33% et à 16% du capital de deux entreprises, l'une installée en Australie, l'autre aux Etats-Unis. Il dispose d'une chaîne de variétés et de séries de fiction "Sky Channel" diffusées par le satellite ECS vers les réseaux câblés d'Europe (Grande-Bretagne, Pays-Bas, Scandinavie, Autriche) et la chaîne "Sky bande" diffusée par satellite aux Etats-Unis. Le groupe participe à Tornsend Hook spécialisé dans la fabrication du papier en même temps qu'il a des actions dans le transport aérien, l'élevage, le pétrole et les loteries en Australie. Le même cheminement est suivi par d'autres groupes tel Westing House, Washington Post (aux Etats-Unis) Bertelsmann (RFA), Berlusconi (Italie), Toho (Japon). C'est à une concentration verticale et horizontale que tendent certains groupes. Opérant au niveau international, ces groupes "cherchent à bénéficier des synergies entre leurs différentes activités" (17) non par "la constitution d'un portefeuille de participations éparpillées au gré des opportunités offertes par le marché" (18) mais par "des projets qui jouent sur la complémentarité entre les diverses activités et accroissent le savoir-faire du groupe entier" (19).

De même qu'ils agissent sur le produit culturel pour lui conférer "une diffusion quasiment planétaire" (20). C'est le cas des films de Hollywood permettant par là de reculer les rigidités linguistiques et culturelles qu'épousent certains marchés internationaux. Telle l'entreprise française Hachette qui a un marché international francophone et Gaumont qui a du succès dans les pays de tradition latine telle l'Amérique du Sud ou l'Italie. De là provient toute la spécificité de ces industries qui épousent "les mécanismes du mode de production dominant en même temps qu'ils obéissent aux particularismes nationaux" (21). C'est dire au passage, toute la puissance de certains groupes multi-média de dépasser les dits particularismes. C'est à ce niveau que s'observe la conjonction du pouvoir financier et celui du potentiel technologique et culturel constituant l'assise du déploiement multimédiatique de ces groupes au niveau du monde entier. A ce niveau il y a tout lieu de s'interroger sur le sort réservé à la problématique dite du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC) lancé suite à l'étude dirigée par Sean Macbride sous l'égide de L'UNESCO. Demeure-t-il sensé de parler d'un NOMIC en tenant compte des éléments analysés précédemment ? Toutefois, son mérite est d'enclencher justement une profonde réflexion sur le déséquilibre actuel des flux de l'information entre le Nord obèse et le Sud chétif. Peut-on se contenter (à partir de ce constat) de revendiquer un équilibrage des flux alors qu'en vertu de l'endogénéité sociale d'un tel flux d'information et de son vecteur de communication, ce déséquilibre n'est que la partie émergée de l'iceberg du sous développement global des pays du Sud. Peut-on revendiquer une déontologie à un système pourvu d'une infrastructure opérant au niveau du monde ? Même en supposant possible une parade des pays du Sud "non alignés" par la création d'un pôle des agences de presse (22) par exemple, l'information ne se limite pas aux nouvelles d'actualités, mais revêt plusieurs formes et dimensions.

A partir de là se dégage un nouvel espace de domination structuré en deux sous-espaces, l'un relatif aux "nouvelles technologies de communication" (en d'autres termes l'aspect matériels précédemment analysé) et l'espace immatériel des produits culturels. Le premier réfère à la division internationale du travail articulé suivant le schéma Centre/périphérie et relatif à la problématique générale du transfert technologique. Le deuxième sous espace immatériel s'articule lui, selon ce qu'on peut appeler une échelle de domination graduée dans le domaine des produits culturels.

Cette échelle englobe même certains pays appartenant au centre dans le sous espace matériel.

L'indépendance d'une nation (en tant que disposition d'une liberté de choix) doit jouer sur les deux dimensions matérielle et immatérielle. Car l'appropriation d'une technologie n'induit pas automatiquement son contenu.

Pour le Canada J.P. Lafrance écrit "Nous avons canadienisé les tuyaux mais oublié de nous approprier ce qui circule dans les tuyaux c'est à dire les contenus qui entrent à plein tube dans nos foyers" (23) et que dire des autres pays ? Si la Chine et l'Inde maîtrisent la technologie des satellites, auront-ils pour autant une industrie des programmes aussi performante et qualitative que celle des sources habituelles d'émission. De même que le passage d'un modèle de réseau domestique national (par la location de répéteurs de satellites ou leur acquisition par certains pays afin d'acheminer les communications téléphoniques et autres) à un modèle régional, tel ASEAN (Asie) ARABSAT (monde arabe) sont-ils une réplique à "un impérialisme culturel" imminent ? Impérialisme pour lequel "les pays arabes résistent mais tolèrent un intense trafic de cassettes occidentales" (24).

La méditation de certains faits telle d'endogénéité sociale des technologies de communication et des industries culturelles, ou l'internationalisation des stratégies de reproduction du capital investi dans des créneaux aliénant les dimensions matérielles et symboliques des pays et des espaces culturels, est une démarche rationnelle et porteuse. Cette méditation se déroule à travers le processus de la recherche scientifique conçue comme lieu de création, de correction, d'expertise et d'évaluation des systèmes technologiques et des discours y afférents.

L'existence d'écoles en sciences de l'information et de la communication : Cybernétique, interactioniste ou structuraliste localisées dans certains espaces justement où s'observe une pratique très développée de ladite communication et information est la réplique de l'endogénéité sociale de cette recherche et de ces écoles (25). De là, le risque de l'extraversion même de la recherche dans les pays d'accueil de ces technologies et de ces produits culturels, puisque recevant des problématiques et se ressourçant de données extraverties. L'appropriation des "nouvelles technologies de communication" et des gisements d'information doit être réfléchi.

A l'imitation aveugle et la fascination de l'objet (correspondant à la mentalité infantile du "choséisme") doit correspondre une décision éclairée, elle-même résultat d'études d'alternatives multiples.

Il n'est pas fortuit que les gouvernements des pays développés disposent "d'Etats majors" de scientifiques qui en dispensant leur ingénierie permettent aux gouvernements de mieux maîtriser les conséquences de leur décision. C'est dire la part de la sphère scientifique dans la détermination de certaines décisions. L'approche globale et intégrée de la problématique de communication et de l'information ainsi que l'amorce d'une recherche intravertie permettent pour le moins de dépasser les artefacts terminologiques tel celui de "nouvelles" technologies de communication pour interroger leur fondement.

Références :

- (1) DUPUY (G) : Les effet spaciaux des techniques de télécommunications : ouvrons la boîte noire, in bulletin de l'Idate, n°7 juillet 1982.
- (2) Idem.
- (3) LAFRANCE (J.P) : Les 4 âges de la câblodistribution, in communication et langages, n°66, 1985.
- (4) NORA (S), MINC (A) : Voir dans un propos similaire l'ouvrage : Informatisation de la société. Paris: la Documentation française, 1978.
- (5) Allusion faite au plan télécommunication en 1977.
- (6) DUPUY (G) : Op. cit.

- (7) GOKALP (I) : Centralité, décentralité et réseaux, in Régions et communication : Congrès national des sciences de l'information et de la communication, 15-16-17 mai 1986 organisé à l'université Rennes 2. France.
- (8) ALBERT (P) : Communication, information et documentation : essai de clarification des notions et du vocabulaire, In schéma et schématisation n°14, 1981.
- (9) DUPUY (G) : Op. cit.
- (10) GILLE (L) : Les satellites de télécommunication : leur développement commercial et industriel, In. Bulletin de l'Idate, n°8, Nov. 1984.
- (11) L'état du monde.
- (12) BRAKET (B), BRAKET (J) : Les centres de communications une autre façon de développer les réseaux large bande, In Bulletin de l'Idate, n°7, juillet 1982.
- (13) DETARLE (A) : Nouveaux médias : vers l'internationalisation, in Etudes, T.364, n°5, mai 1986.
- (14) VALENTIN (T) : La télévision à haute définition, In Bulletin de l'Idate, n°8, septembre 1982.
- (15) MIEGE (P), SALAÛM (J.M) : L'industrialisation de l'audio-visuel : des programmes pour les nouveaux médias, Paris : Aubier, 1986.
- (16) GUILLOU (B) : Page 166. Les stratégies multimédia des groupes de communication, in notes et études documentaires n°4764, 1984.
- (17) GUILLOU (B) : Op. cit.
- (18) Idem.
- (19) Idem.
- (20) Idem.
- (21) Idem.
- (22) Pôle dont l'agence de presse Yougoslave Tanjung coordonne les activités.
- (23) MIEGE (B), DELA HAYE (Y) : Les sciences de la communication : un phénomène de dépendance culturelle, In Réseaux, n°8, Nov. 1984.